

**SNTF ANNABA**

# Graves accusations contre l'ancien directeur régional

**Plusieurs affaires de malversations jugées ou en cours d'instruction font actuellement l'objet des discussions à Annaba.**

D'une manière ou d'une autre, l'affaire de la SNTF pourrait rejoindre le lot des dossiers actuellement entre les mains des magistrats du tribunal correctionnel d'Annaba.

Elle porte sur de graves accusations de malversations à l'origine d'un important préjudice qui, s'il est confirmé par l'enquête, a été commis au détriment du Trésor public. Les auteurs de la lettre de dénonciation se disent sûrs de leurs accusations faites sur la base de preuves documentées qu'ils affirment avoir en leur possession.

En déposant des copies à notre rédaction, ils persistent et signent. «Nos accusations sont justes. Nous sommes prêts à rendre des comptes à la justice si cela devait s'avérer être de la diffamation. Que les responsables au plus haut niveau de l'Etat décident de la mise sur pied d'une commission d'enquête pour confirmer ou infirmer les faits avancés», ont souligné MM. Kamel Sirine et Boubakeur Boughalem, respectivement chef d'unité et chef de service entretien du matériel tracté.

Pour l'avoir fait, ils ont été relevés de leurs fonctions. Signataires de la lettre de dénonciation adressée au président de la République, ils sont conscients de la gravité de leur dénonciation portant sur ce qu'ils qualifient de détournement et de dilapidation des biens publics commis par des cadres de la direction régionale d'Annaba de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF). Cette lettre met en cause, l'ancien directeur régional de la SNTF-Annaba, le

directeur du service matériel, le directeur général de la Stim section-Annaba et la complicité d'un membre syndical fédéral. MM. Sirine et Boughalem affirment que ces derniers «ont procédé à la vente de diverses pièces de rechange dont certaines à l'état neuf, de matériel remorqué sans P-V de réforme, et ce, contrairement aux règlements en vigueur».

Les mêmes sources révèlent que ces actes se sont étalés sur plusieurs années. Ils portent sur le bradage au profit d'un opérateur étranger d'équipements ferroviaires de valeur dont l'acquisition à l'importation se chiffrait à plusieurs millions de dollars. Les deux cosignataires de la lettre de dénonciation citent, entre autres, les corps de roue, axes d'essieux, carcasses de bogies, ressorts à lames, TN 40, de la ferraille tout-venant... A eux seuls, les axes d'essieux ont été acquis pour l'équivalent de 460 000 DA, les distributeurs à 430 000 DA et les ressorts à lames pour 53 000 DA l'unité.

Dans leur correspondance qui s'apparente à un véritable pavé lancé dans la mare de la SNTF, il est fait également état d'une manipulation dans les transactions impliquant la Stim. «La Stim filiale SNTF n'est pas habilitée à effectuer pareilles opérations», précisent MM. Sirine et Boughalem.

Manipulation à la baisse, également, dans le nombre et le poids de certains de ces produits dont 192 carcasses de bogies. Trente-deux de ces dernières, chacune pèse une tonne, auraient été cédées à des poids très inférieurs (11 et 5



Un grave préjudice au détriment du Trésor public.

tonnes). Le contrat de cession indique que 534 carcasses ont été réellement enlevées par l'acquéreur alors que seules 192 ont été déclarées en bons de sortie. Le même procédé aurait été appliqué lors de la vente de produits destinés au wagonnage. C'est le cas notamment de triangles, cylindres, réservoirs de frein, bielles de liaison, mécanisme de vidange, roulements et accessoires de montage. Dans leur correspondance adressée à l'ex-directeur général de la SNTF, les deux cadres dénonciateurs soulignent que le directeur central d'audit a été dépêché pour enquêter sur ces accusations portées à l'encontre des signataires des marchés.

Il aurait intimé à l'un des deux auteurs de la lettre de dénonciation, qui aurait catégoriquement refusé de le faire, l'ordre de renoncer à ses accusations. «J'assume pleinement mes accusations», aurait répon-

du l'interpellé. Ce qui dénote d'une tentative de mettre cette affaire sous l'éteignoir. Le changement intervenu par la suite à la tête de la direction générale de la SNTF entraînera un rebondissement dans cette affaire.

En effet, le nouveau directeur général mettra sur pied une commission d'enquête, composée de trois cadres centraux, à l'effet de déterminer les responsabilités dans cette affaire. Des documents attestant du bien-fondé des accusations leur seront remis. Ils enregistrent aussi les témoignages accablants d'autres responsables dont le chef de service production et technique.

Sur la liste des témoins à charge, figurent plusieurs agents d'exécution. Nos multiples tentatives d'en savoir plus sur cette affaire auprès de la direction à Annaba sont restées vaines.

A. Djabali

Photo : Samir Sid

**RÉSORPTION**

**DE L'HABITAT**

**PRÉCAIRE DANS LA**

**CAPITALE AVANT FIN 2009**

## La promesse des pouvoirs publics

L'année 2009 marquera la fin de l'habitat précaire à Alger, a confirmé hier, confiant, le directeur de wilaya du logement d'Alger, M. Mohamed Smail, sur les ondes de Radio El-Bahdja.

L'invité du Forum de Radio El-Bahdja a indiqué que «l'Etat a pris toutes les mesures nécessaires pour achever les projets lancés dans le cadre du programme quinquennal pour la résorption de l'habitat précaire».

Les familles concernées par ce programme sont celles habitant dans les différents quartiers bidonvilles, à travers l'ensemble des 57 communes que compte la capitale, précise encore M. Smail. Ce dernier précise que «l'Etat a pu reloger pas moins de 4 500 familles dont 3 40 résidant au quartier bidonville de Bourouba qui date de 1932, 252 familles vivant sur le lit d'oued à Zéralda, pour ne citer que ces exemples». Mais la liste des familles à reloger reste encore longue, notamment celle occupant le vieux bâti qui menace ruine au niveau de la capitale qui étouffe.

Le manque d'assiettes foncières pour accueillir de nouvelles constructions aussi bien les équipements publics nécessaires se pose aussi comme un véritable problème pour les pouvoirs publics. L'absence d'instruments juridiques complique davantage la tâche des responsables de l'Etat qui ne possède qu'à peine 30% du parc immobilier à Alger.

Les 70% restants du parc immobilier de la capitale appartiennent au privé, dont plus de 25% est détenu en copropriété. Dans ce cas de figure, les pouvoirs publics doivent trouver un moyen pour convaincre les occupants de réaliser les différentes opérations d'entretien de leurs demeures d'une façon régulière.

Le wali délégué d'Alger a adressé ces derniers jours un courrier invitant cette catégorie d'habitants à procéder à la réhabilitation de leurs maisons afin d'éviter d'autres drames comme celui du 12 novembre dernier ayant coûté la vie à une personne dans un ancien quartier à Bab-el-Oued.

L'administration est en train de réfléchir à un nouveau système de financement auquel participeront l'Etat, les résidents, les commerçants et les différents établissements bancaires pour la réhabilitation des immeubles vétustes.

L'hôte du Forum d'El-Bahdja n'a toutefois pas caché son inquiétude par rapport à une participation efficace des banques. Il relève, avec étonnement, la réticence des banques à accorder des crédits aux citoyens pour l'entretien de leurs habitations.

Au final, avec un programme de réalisation de plus de 60 000 logements, tous dispositifs confondus dans le cadre du plan quinquennal, «Alger peut respirer un peu et avec la création de nouveaux pôles urbains, dotés des équipements publics nécessaires, nous pourrions soulager une importante population», conclut M. Mohamed Smail qui s'était montré très satisfait des résultats obtenus ces dernières années. Mais les citoyens pensent-ils la même chose ?

Lyès Menacer

## LES AUTEURS DE LA DÉNONCIATION :

# «Nous assumons»

**Grandeur et décadence d'un secteur ayant inscrit à son actif des pages glorieuses de la lutte syndicale du mouvement ouvrier national.**

Premiers avec les Gueules noires durant des dizaines d'années du siècle dernier, les cheminots algériens se sont impliqués, et ce, depuis l'avènement du rail en 1862 dans notre pays, dans toutes les actions de protestation menées face à une administration coloniale dont le seul souci était l'exploitation des richesses du pays et de sa force de travail. Ils étaient de tous les combats pour la dignité de l'ouvrier algérien durant cette difficile époque marquée pourtant par un chômage endémique qui tou-

chait principalement les autochtones. Au-delà d'une certaine forme de solidarité exprimée par quelques camarades cheminots d'origine européenne, la fraternité, l'égalité et la liberté ne concernaient pas la main-d'œuvre locale, une main-d'œuvre corvéable et maniable à souhait par les tenants d'une colonisation féroce. L'indépendance acquise en 1962, et devant le vide laissé par le départ de l'encadrement français, les cadres nationaux qui se comptaient à l'époque sur

les doigts d'une main, avec l'aide des rares ouvriers spécialisés algériens des chemins de fer, ont relevé le défi et le train n'a pas arrêté de siffler dans les différentes gares algériennes.

Autres temps, autres mœurs ! Quarante-six années après, plusieurs d'entre eux reprennent le combat, notamment ceux d'Annaba qui ont refusé récemment de se soumettre à la loi de l'ordre établi. Pour, précisent-ils, sauvegarder leur outil de travail acquis grâce aux importants investissements financiers engagés par l'Etat ces dernières années. Kamel Sirine et Boubakeur Boughalem font partie du lot. Ces deux cadres sont les signataires de la lettre de dénonciation adressée au président de la République le mois d'août 2008. Preuves documentées à l'appui de leurs affirmations, ils pointent un doigt accusateur sur leur directeur régional d'Annaba, aujourd'hui relevé de ses fonctions. Selon eux, ce dernier serait à l'origine d'un préju-

dice de plusieurs millions de dollars commis au détriment de leur entreprise. Y sont soulignées, la passation de marchés non conformes à la réglementation et cession sous forme de ferrailles du matériel ferroviaire neuf soumis sciemment aux aléas des intempéries pour sa transformation en déchets ferreux autorisés à la vente.

Pour avoir interpellé leur direction générale et les plus hautes autorités du pays sur cette grave affaire, ils ont été relevés de leurs fonctions.

Outre la sanction disciplinaire (rétrogradation) qui leur a été infligée, ces deux chefs de famille, à qui a été intimé l'ordre de «laisser tomber leurs accusations», sont soumis à toutes sortes de représailles. «Qu'on nous poursuive en diffamation pour nos dires s'il s'avère que nous avons été les auteurs de dénonciations calomnieuses, nous sommes prêts à assumer», répètent-ils à qui veut bien les entendre.

Ali Bouacha

## ANNIVERSAIRE

Aujourd'hui le 24 novembre 2008 notre bonhomme

Isni «Mami»

souffle sa deuxième bougie.

En cet heureux événement, son grand-père Mouzali Tahar et son oncle Zouhir ainsi que toute la famille lui souhaitent un joyeux anniversaire et une vie pleine de bonheur, de santé et de joie.

Joyeux anniversaire et à tes 100 ans !